



***BUREAU DU PRÉSIDENT / IBIRO BYA PEREZIDA / OFFICE OF THE PRESIDENT***

---

**LETTRE OUVERTE DES FORCES DÉMOCRATIQUES DE LIBÉRATION DU RWANDA (FDLR)**

À SON EXCELLENCE M. JOÃO LOURENÇO, PRÉSIDENT EN EXERCICE DE L'UNION AFRICAINE (UA)

À SON EXCELLENCE M. WILLIAM RUTO, PRÉSIDENT EN EXERCICE DE LA COMMUNAUTÉ DE L'AFRIQUE DE L'EST (EAC)

À SON EXCELLENCE M. EMMERSON DAMBUDZO MNANGAGWA, PRÉSIDENT EN EXERCICE DE LA COMMUNAUTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE AUSTRALE (SADC)

À SON EXCELLENCE M. TEODORO OBIANG NGUEMA MBASOGO, PRÉSIDENT EN EXERCICE DE LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE DES ÉTATS DE L'AFRIQUE CENTRALE (CEEAC)

À SON EXCELLENCE Mr le PRÉSIDENT EN EXERCICE DE LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LA RÉGION DES GRANDS LACS (CIRGL)

**Objet : Contribution des FDLR au Processus de Paix en République Démocratique du Congo et dans la Région des Grands Lacs**

Excellences,

Les Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR) vous adressent leurs salutations les plus distinguées et tiennent à exprimer leur reconnaissance pour l'initiative du sommet conjoint EAC-SADC, tenu le 8 février 2025 à Dar es-Salaam, qui a permis aux États africains de s'engager pour une résolution durable du conflit en République Démocratique du Congo (RDC).

Nous avons suivi avec attention et intérêt les conclusions de ce sommet, notamment la nécessité de mettre en œuvre un cessez-le-feu immédiat afin de contenir l'escalade de la violence et de soulager la situation humanitaire catastrophique qui prévaut dans l'Est de la RDC.

Les FDLR partagent l'objectif de stabilisation de la région, fondée sur une approche inclusive qui prend en compte toutes les dimensions du conflit, y compris la question des réfugiés rwandais, la gouvernance politique et les revendications légitimes des populations concernées.

**1. Mise en Garde Contre l'Agenda Caché Derrière la « Neutralisation » des FDLR**

Cependant, nous souhaitons exprimer notre plus vive préoccupation concernant l'une des résolutions du sommet de Dar es-Salaam, à savoir la "neutralisation des FDLR".

Nous dénonçons avec fermeté l'interprétation biaisée et abusive de cette résolution, qui risque d'être utilisée par certains acteurs régionaux pour justifier une campagne militaire aveugle contre les réfugiés rwandais en RDC.

Nous rappelons que le terme "neutralisation des FDLR" a toujours été utilisé par le gouvernement rwandais comme un prétexte pour légitimer des opérations militaires contre les réfugiés hutu rwandais.

L'histoire nous enseigne que ce genre de campagnes militaires a déjà eu des conséquences désastreuses :

- 1996-1997 : Les forces rwandaises, sous couvert de l'AFDL, ont détruit, par le feu des armes, les camps de réfugiés hutus en RDC, entraînant le massacre de centaines de milliers de personnes, principalement des femmes et des enfants.
- En 2009, les FRADC et les Forces spéciales rwandaises ont monté les opérations conjointes UMOJA WETU, KIMIA 1 et 2 et d'autres opérations conjointes pour neutraliser les FDLR. Il y a eu beaucoup de pertes en vies humaines côté congolais et réfugiés rwandais.
- 2012-2013 : Sous le même prétexte, l'armée rwandaise a soutenu le M23, groupe terroriste qui a semé la terreur dans le Nord-Kivu et a causé le déplacement de plus d'un million de Congolais.
- 2021-2024 : Depuis la résurgence du M23, sous la direction des RDF, les mêmes crimes se répètent : exécutions sommaires, déplacements forcés, exploitation illégale des ressources naturelles au profit du Rwanda.

L'histoire montre que chaque intervention militaire au nom de la "neutralisation des FDLR" a systématiquement débouché sur des massacres de réfugiés et une intensification du chaos en RDC.

Nous affirmons que nous ne permettrons pas que cette nouvelle tentative serve de justification à une extermination planifiée des réfugiés hutu rwandais sous couvert d'un agenda sécuritaire biaisé.\*

## **2. Qui sont les FDLR et quel est notre Objectif ?**

Contrairement à la propagande du régime rwandais, les FDLR ne sont ni une Organisation terroriste, ni un Mouvement génocidaire.

Créées en 2000, six ans après la tragédie rwandaise, les FDLR sont une Organisation politico-militaire composée de réfugiés rwandais exilés depuis 1994, ayant fui les représailles et massacres du Front Patriotique Rwandais (FPR).

Nos objectifs sont clairs et inchangés depuis notre création :

1. Protéger les réfugiés rwandais en RDC contre les persécutions et les menaces d'extermination.
2. Plaider pour un dialogue inter-rwandais, sous l'égide de la communauté africaine et internationale, afin de résoudre pacifiquement les causes profondes de l'exil.
3. Favoriser le retour sécurisé et digne des réfugiés rwandais, avec des garanties réelles de justice, de liberté et de respect des droits humains.
4. Promouvoir une réforme politique et institutionnelle du Rwanda, garantissant un État véritablement démocratique, pluraliste et inclusif.

Nous réaffirmons notre opposition à toute solution militaire à la crise de la Région des Grands Lacs Africains. Le conflit ne pourra être résolu par la force, mais uniquement par un dialogue sincère et inclusif.

## **3. Un Conflit Politique Profond Qui Ne Date Pas du M23**

La question de la désescalade du conflit et de l'engagement en faveur de la paix dans la Région des Grands Lacs Africains ne peut être sérieusement envisagée sans une reconnaissance pleine et entière de la situation des réfugiés rwandais en République Démocratique du Congo. Depuis près de trente ans, cette

population, estimée officiellement à 207,249 personnes selon le HCR, mais en réalité bien plus importante en raison du nombre élevé de non-enregistrés et d'apatrides, demeure dans un vide juridique et humanitaire qui favorise son instrumentalisation par divers acteurs régionaux. Contrairement aux autres réfugiés présents en RDC, qu'ils soient burundais, centrafricains ou sud-soudanais, les réfugiés rwandais ne bénéficient ni de camps dédiés, ni d'une reconnaissance de leur statut spécifique, ni d'une assistance humanitaire ciblée. Cette situation est d'autant plus paradoxale que ces réfugiés constituent la population réfugiée la plus importante sur le territoire congolais, mais sont systématiquement exclus des mécanismes de protection mis en place par les Nations Unies et les organisations internationales. La position officielle de Kigali prétend que ces réfugiés peuvent rentrer librement au Rwanda, mais les faits démontrent une toute autre réalité. Entre 2019 et 2024, seuls 9,353 réfugiés rwandais ont été rapatriés, et ce, souvent sous contrainte, dans un climat marqué par la peur, la répression politique et l'absence de garanties réelles pour leur sécurité et leur réintégration sociale et économique. Ces chiffres traduisent un manque manifeste de confiance des réfugiés envers les autorités rwandaises et soulignent l'impossibilité d'un retour volontaire sans un cadre politique clair, inclusif et sécurisé. Il est donc impératif d'admettre que la question des réfugiés rwandais est avant tout une question politique, qui ne pourra être résolue par de simples initiatives humanitaires ou par des déclarations diplomatiques de façade.

L'origine de la crise que nous vivons actuellement remonte à l'invasion du Rwanda en 1990 par le Front Patriotique Rwandais, qui a plongé le pays dans une guerre civile et précipité l'exode de plus de deux millions de Rwandais vers le Zaïre, fuyant les massacres, les persécutions et la prise de pouvoir brutale du FPR en 1994. L'arrivée massive de ces réfugiés dans l'Est de la RDC a marqué le début d'un cycle de violences qui perdure jusqu'à aujourd'hui. Le *Mapping Report* publié en 2010 par les Nations Unies a documenté ces crimes, qualifiés de possibles actes de génocide, mais qui, à ce jour, demeurent impunis et largement ignorés dans les discussions sur la stabilisation de la région.

Il est crucial que les initiatives de paix en cours, notamment dans le cadre du Processus de Luanda/Nairobi et des discussions menées sous l'égide de l'EAC et de la SADC, prennent pleinement en compte cette dimension essentielle du conflit. Toute tentative de stabilisation de l'Est de la RDC qui ferait abstraction de la problématique des réfugiés rwandais ne saurait être viable sur le long terme. Il est impératif d'intégrer cette question dans un dialogue structuré, impliquant les organisations internationales et les représentants des réfugiés, afin de mettre en place un cadre garantissant leur protection, leur reconnaissance juridique et, pour ceux qui le souhaitent, un retour sécurisé et digne dans leur pays d'origine.

La reconnaissance des droits et des revendications de ces réfugiés ne doit pas être perçue comme un obstacle à la paix, mais au contraire comme une condition essentielle à sa réalisation. Leur marginalisation continue d'alimenter les tensions et constitue un terreau fertile pour l'instabilité et les manipulations politiques. Il ne peut y avoir de solution durable sans un engagement sincère des États concernés et des instances régionales pour aborder cette problématique de manière ouverte et inclusive. La RDC, en tant que pays hôte, doit être associée à cette démarche, mais elle ne peut en être le seul acteur. Le Rwanda, principal responsable de l'exil de ces populations, doit également être tenu de s'impliquer dans un processus de négociation garantissant un retour organisé et sécurisé, sous supervision régionale et internationale.

Enfin, la communauté africaine et internationale doit prendre la mesure de la gravité de la situation et cesser d'ignorer les réfugiés rwandais dans les grandes discussions sur la paix et la sécurité dans la région. La présence prolongée de ces réfugiés en RDC n'est pas une fatalité, mais le résultat direct d'un conflit qui n'a jamais été traité dans sa globalité. L'heure est venue de reconnaître que leur sort est indissociable de la résolution des tensions entre la RDC et le Rwanda, et qu'une véritable stabilisation de la région passe par des solutions politiques ambitieuses, respectueuses des droits de tous et portées par une volonté collective de mettre fin à des décennies de violences et d'exclusion.

#### **4. Notre Volonté de Dialoguer et de Trouver une Solution Durable**

Les Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR) tiennent à réaffirmer leur engagement en faveur d'une résolution politique et pacifique du conflit rwandais, convaincues que seul un dialogue inclusif et structuré pourra répondre aux défis qui entravent la stabilité et la paix durable dans la Région des Grands Lacs.

Nous considérons que la persistance du conflit rwandais, avec ses répercussions régionales et internationales, ne peut être résolue par des moyens militaires. Toute tentative de solution fondée sur la force a invariablement échoué au cours des trente dernières années, exacerbant les tensions et prolongeant les souffrances des populations civiles, qu'elles soient congolaises ou rwandaises.

Les FDLR expriment ainsi leur entière disponibilité à participer à un processus de dialogue structuré sous l'égide de l'Union Africaine (UA) et des organisations régionales compétentes, notamment la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC), la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC), la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC) et la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL).

Nous sommes disposés à prendre toutes les mesures nécessaires en faveur de la désescalade, de la paix et de la stabilité, à condition qu'elles s'inscrivent dans une démarche politique globale, intégrant les revendications légitimes des réfugiés rwandais et les garanties d'un retour sécurisé et digne pour ces populations marginalisées depuis des décennies.

Les FDLR refusent d'être utilisées comme un prétexte pour la poursuite de la guerre dans la région. Trop souvent, notre existence a servi d'alibi à des agressions armées, à des campagnes de déstabilisation et à des exactions commises sous couvert de préoccupations sécuritaires. Nous rejetons fermement cette instrumentalisation et appelons à un véritable examen des causes profondes du conflit, plutôt qu'à une focalisation sur des solutions militaires inefficaces et contre-productives.

## **5. Appel aux Chefs d'État Africains**

Notre engagement pour la paix n'est pas nouveau. Nous avons déjà pris des initiatives inédites par le passé :

- En 2001-2002, à la base militaire de Kamina, le cantonnement de 2500 combattants FDLR et la destruction des milliers d'armes opérée à Kinshasa ont été réalisés devant la Communauté Internationale.
- En 2005, à Rome, les FDLR ont signé une déclaration historique, sous l'égide de la Communauté Sant'Egidio, condamnant le génocide rwandais de 1994 et acceptant de transformer leur lutte en combat politique.
- En 2008, les FDLR ont contribué de façon constructive à la Conférence de Goma. Et plus tard, les FDLR ont pris part de manière positive à toutes les initiatives initiées par différentes Eglises.
- En 2014 à Rome, devant les représentants de la communauté internationale nous avons réitéré notre ferme volonté de participer de façon active à trouver une solution durable aux problèmes d'insécurité dans la Région des Grands Lacs Africains en général et en RDC en particulier. La Communauté Sant'Egidio et l'Eglise du Christ au Congo (ECC), la MONUSCO et les Autorités de la RDC étaient représentées.
- En 2014, plus de 315 combattants ont déposé volontairement les armes à Kanyabayonga, Walungu et Kisangani dans l'espoir d'un processus de dialogue encadré et initié par la SADC et la CIRGL.

Ces engagements concrets montrent notre bonne foi et notre volonté d'être un acteur de la paix, et non un prétexte de guerre.

Nous exprimons notre regret que la manifestation de nos bonnes intentions et les opérations de cantonnement de nos combattants ont été foulées au pied par le FPR alors chouchou des USA et de l'UE à l'époque. Avec la complicité délibérée de Kigali, nos combattants ont été lâchement rapatriés de force les bras liés au dos et il y a eu des morts, des blessés et des invalides sacrifiés pour rien.

Nous appelons donc les chefs d'État africains à jouer un rôle central dans ce processus et à encourager un dialogue qui inclut toutes les composantes de la société rwandaise.

Dans cette optique, nous tendons officiellement la main au régime du FPR en place à Kigali, à travers les mécanismes de médiation africaine dont l'UA et les organisations sous-régionales et économiques sont les garants.

Nous appelons le gouvernement rwandais à saisir cette opportunité historique pour initier un dialogue sincère et inclusif, portant sur :

- L'ouverture de l'espace politique rwandais afin de garantir les libertés fondamentales et la participation de toutes les sensibilités politiques.
- La reconnaissance des réalités du conflit rwandais, incluant la prise en compte des souffrances de toutes les communautés, sans exclusion ni manipulation.
- La mise en place de réformes structurelles et institutionnelles garantissant la justice, l'équité et la cohabitation pacifique des différentes composantes de la société rwandaise.
- Le retour des réfugiés rwandais dans la dignité et la sécurité, avec des garanties internationales et un cadre clair pour leur réintégration.

Nous appelons la communauté africaine et internationale à encadrer et superviser ce processus, afin d'en garantir la transparence et la crédibilité. L'échec des initiatives passées ne doit pas décourager un nouvel élan diplomatique, mais plutôt servir d'expérience pour bâtir une solution durable, fondée sur l'inclusion et la justice.

Nous restons convaincus que le temps est venu pour une approche politique courageuse, rompant avec les logiques de confrontation qui ont trop longtemps endeuillé la région. Les FDLR sont prêtes à jouer leur rôle dans la construction d'un avenir de paix, à travers un engagement actif dans toute initiative visant à une réconciliation nationale véritable et durable.

Nous faisons donc appel à votre haute autorité, Excellences, pour initier et accompagner cette dynamique de dialogue, qui est la seule voie réaliste pour sortir du cycle de violence et d'instabilité.

Nous vous prions d'agréer, Excellences, l'expression de notre très haute considération.

Fait le 22 Mars 2025

BYIRINGIRO Victor  
Lieutenant Général



Président a.i des FDLR